Introduction : Chasse, territoires et développement durable. Outils d'analyse, enjeux et perspectives

Dominique Vollet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3328>

DOI : 10.4000/economierurale.3328

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2012

Pagination : 05-10

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Dominique Vollet, « Introduction : Chasse, territoires et développement durable. Outils d'analyse, enjeux et perspectives », *Économie rurale* [En ligne], 327-328 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3328> ; DOI : 10.4000/economierurale.3328

Chasse, territoires et développement durable

Outils d'analyse, enjeux et perspectives

Dominique VOLLET

UMR Mutations des activités des espaces et des formes d'organisation dans les territoires ruraux
(Métafort) AgroParisTech-Cemagref- INRA-VetAgroSup

Ce numéro spécial reprend les principales contributions proposées dans le cadre d'un colloque intitulé « *Chasse, territoires et développement durable. Outils d'analyse, enjeux et perspectives* »¹. La manifestation comme ce numéro spécial sont originaux et ce, à plusieurs titres. En effet, bien que la thématique constitue l'un des enjeux forts actuels de la gestion des espaces ruraux, elle est rarement l'objet de regards croisés. Cette hybridation des analyses s'est exercée dans de nombreuses directions.

– *Entre disciplines scientifiques* : les organisateurs de la manifestation comme le comité éditorial de la revue ont souhaité que les différentes sciences humaines puissent éclairer les enjeux cynégétiques actuels. Indiscutablement, les apports des sciences économiques (micro et macro-économie), sciences politiques, sociologie, géographie, anthropologie et droit réunis ici constitueront une base utile pour les analyses et les pratiques futures. De plus, même si aucun article ne relève de sciences biologiques, les textes présentés sont émaillés de nombreuses références relevant plus largement de sciences biotechniques² largement représentées lors de la manifestation et ayant incontestablement enrichi les analyses menées.

– *Entre scientifiques et professionnels* : il s'agissait aussi d'un souhait fort des organisateurs de la manifestation tout aussi soucieux de la fécondité sociale des recherches que de leur indépendance par rapport aux groupes de pression (nombreux dans le domaine et parfois enclins à une certaine normativité...). Incontestablement, la synthèse des contributions ayant fait l'objet d'une réécriture pour leur intégration sous forme d'articles dans ce numéro s'est enrichie de la diversité des personnes présentes lors de la manifestation qui, outre les enseignants et les chercheurs travaillant sur la thématique, a réuni bien au-delà du monde de la chasse (Fédération nationale des chasseurs, Fédérations départementales et régionale des chasseurs, Office national de la chasse et de la faune sauvage), les représentants des autres acteurs concernés qu'il s'agisse de l'agriculture (Chambres d'agriculture, services centraux et déconcentrés du ministère chargé de l'Agriculture), de l'environnement (associations de protection de l'environnement, services centraux et déconcentrés du ministère chargé de l'Environnement), du développement territorial (pays, intercommunalités, parcs naturels régionaux), de la forêt (Office national des forêts, centre régional de la propriété forestière, syndicats de propriétaires forestiers).

– *Entre dimensions théoriques et appliquées* : autant qu'une arène de discussion entre différents partenaires ou contradicteurs, l'ensemble des articles réunis ici mêle apports théoriques et empiriques conférant aux analyses tout à la fois généricité des résultats et ancrage sur les réalités techniques, sociales et économiques. L'organisation d'une dernière

1. Organisé par la SFER les 25, 26 et 27 mars 2009, dans les locaux du campus agronomique de VetAgro Sup (appellation du nouvel établissement issu de la fusion de l'Enitac et de l'Env) à Clermont-Ferrand.

2. Notons que ce terme très usité par les auteurs des sciences humaines et sociales pose davantage de problèmes aux communautés scientifiques des écologues, biologistes, agronomes.

journée sur le terrain au cœur du Cézallier cantalien, dans le massif de la Pinatelle a d'ailleurs été très illustrative à ce sujet. L'imbrication des enjeux forestiers, agricoles, cynégétiques et touristiques en fait un exemple particulièrement pertinent de l'intérêt des différents outils de développement territorial, notamment la charte forestière (qui prévoit, entre autres, un observatoire des dégâts de cervidés sur les peuplements forestiers, représentant un outil précieux de mesure, d'objectivation, de médiation et d'aide à la décision).

Incontestablement, ces trois niveaux d'hybridation (entre disciplines scientifiques, entre scientifiques et professionnels, entre dimensions théoriques et appliquées) ont conféré aux articles publiés ici un très grand intérêt pour le plus grand profit d'un lectorat divers, qui y puisera là les moyens de renouveler les termes des débats. Au-delà des effets de mode, les recherches sur la chasse ont tout à gagner, d'un point de vue heuristique et empirique, à intégrer les notions de durabilité et de territoire. La recherche d'un équilibre agro-sylvo-cynégétique tel qu'il est prévu dans le cadre du Code de l'environnement et le Code forestier s'impose désormais à tous les acteurs (Privat, 2007). Surpassant toutes les divergences théoriques, voire idéologiques des chercheurs comme des acteurs, une certitude s'impose quant aux grandes difficultés posées par la recherche de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique. Comme bien d'autres enjeux, la dimension territoriale devient incontournable pour traiter les enjeux de gestion de la faune sauvage (Poinsot, 2008). Ainsi, comment aboutir à une conciliation des intérêts locaux des propriétaires forestiers lassés et surtout lésés par les dégâts (écorçage, abrouissement, frottis) liés à des densités de cervidés trop forte, des chasseurs toujours moins nombreux mais actifs et soucieux dans la réalisation de leur plan de chasse (souvent à des niveaux très élevés), des acteurs touristiques sensibles à l'attrait conféré par l'observation facile de la faune sauvage et des environnementalistes ? Dans ces conditions, une démarche descendante et généralisée serait peu efficace, mais la présence de l'État s'impose aussi pour pérenniser à la fois une faune sauvage riche et diversifiée et la rentabilité des activités sylvicoles ou agricoles.

Si la gestion de la faune sauvage s'impose pour maintenir les équilibres biologiques, elle doit également prendre en compte les aspects économiques, sociologiques, organisationnels et même juridiques. Ces quatre derniers niveaux de déterminants sont abordés de façon particulièrement innovante dans ce numéro, tout en veillant à chaque fois à les lier aux incontournables contraintes techniques et écologiques (le cadre juridique constituant le cadre sur lequel s'appuient les agents économiques et les acteurs). Les enjeux actuels en matière de chasse imposent avant tout aux scientifiques de prendre en compte les interactions croissantes entre la chasse et les autres secteurs (entendu ici comme « *un ensemble de problèmes associés de manière plus moins institutionnalisée à certaines populations* » (Muller, 2005), donc sans délimitation économique ou sociale *a priori*). Au-delà de la diversité des disciplines et des approches, l'idée majeure et particulièrement innovante qui se dégage du numéro est bien celle de la fin d'une régulation sectorielle des enjeux cynégétiques. La gestion de la chasse ne peut plus être le fait des seuls pratiquants, de leurs représentants et des administrations en charge du secteur, en raison de la nécessité de faire face à des problèmes pour lesquels les solutions doivent faire appel à d'autres secteurs. Ainsi, les dégâts de gibier renvoient certes à une régulation très sectorielle (celle de la population de grands gibiers via les plans de chasse) mais surtout à des régulations entre secteurs (agricole, forestier, voire même celui plus diffus de la jeunesse). De même, la pratique elle-même peut susciter des conflits d'usage entre les chasseurs et les autres usagers de l'espace rural. Ceux-ci ne peuvent être gérés sans des interfaces entre les secteurs de la chasse, du tourisme et des loisirs.

Dans toutes ces situations, l'analyse des interactions est au cœur des cadres conceptuels proposés : pour les sociologues et anthropologues, la chasse pose aux acteurs de redoutables problèmes de légitimité et la question de la possibilité pour les organisations à dégager les règles du vivre ensemble ; pour les économistes, la chasse met en jeu un nombre croissant d'interactions non marchandes (c'est-à-dire d'externalités) et marchandes. Tandis que les micro-économistes sont invités à proposer les solutions optimales pour obtenir un maximum de bien-être et pallier ainsi les défaillances de marché identifiées, les économistes régionaux sont pressés de quantifier la place du secteur de la chasse dans l'économie locale (ceux-ci étant bien conscients que ces chiffres peuvent être utilisés dans un contexte de remise en cause des pratiques où les arguments économiques ne sont pas neutres...).

La légitimité des pratiques doit moins être envisagée en termes d'utilité (le développement durable pouvant constituer dans ce cadre un prétexte, voire une façon d'acheter des indulgences...) que par rapport à la logique très contemporaine du désir (Dalla Bernardina, 2009). Toutefois, quelle que soit la logique retenue, il convient de ne pas éluder un certain nombre de questions fortes sur la place réservée aux classes populaires sur l'ensemble de la diversité des territoires, sur les moyens utilisés, sur le statut de la venaison et sur les lieux de pratiques et de droit de chasse (Mischi, 2008). Il existe en effet une diversité de situations permettant d'assurer la protection du droit de chasse comme de non-chasse. En fait, le droit de propriété et ses attributs sont à la recherche d'un compromis entre différents intérêts privés et généraux.

Certaines organisations s'avèrent plus adaptées que d'autres pour gérer de tels compromis et conférer aux pratiques de gestion de nouvelles légitimités. Tel est bien le cas des Parcs naturels régionaux dotés de compétences transversales environnementales et territoriales (Conseil d'analyse économique, 2010). Les exemples de partenariats établis dans ce cadre abondent mais impliquent tous une ingénierie territoriale spécifique, et par conséquent, les moyens humains indispensables au montage et à la pérennité des initiatives. Elles peuvent d'ailleurs prendre des formes variables allant de contractualisation (du type mesures agro-environnementales territorialisées) jusqu'à des actions portées par des filières (dans le cadre de marque Parc par exemple) en passant par des actions volontaires non soutenues.

En ce qui concerne les déterminants économiques, ils se situent à un double, voire triple niveau : micro, méso et macro-économique (la spécificité du dernier niveau restant à préciser dans le cas de la chasse).

– *Le niveau micro-économique* est stratégique pour articuler offre et demande de chasse (la chasse pouvant être plus ou moins complémentaire et substituable à d'autres formes de loisirs ou d'usages de l'espace). Les débats en la matière parviennent à mettre en avant le coût des aménagements forestiers, des dégâts à l'agriculture et à la forêt, de la perte de biodiversité, des conséquences sanitaires à l'homme et à la faune domestique, voire aux conséquences en matière de sécurité routière. En revanche, contrairement aux situations nord américaines, les discussions ne sont que très exceptionnellement étayées sur des estimations de la demande en termes de consentement à payer (pour prélever du gibier pour les chasseurs, pour observer la faune pour les autres usagers des milieux naturels) (Horan et Bulte, 2004). La confrontation de l'offre et la demande de chasse implique l'existence de coûts de transaction pour l'instant non mesurés bien que leur niveau soit souvent déterminant dans le cas de politique environnementale (Mac Cann *et al.*, 2005). Il est possible d'en avoir une vague idée lorsqu'existe un marché de chasse privée (comme dans le cas de l'ONF) mais plus difficile à cerner dans le cas de gestion par la chasse associative.

INTRODUCTION

– *Au niveau méso-économique*, il est fréquent que l'activité cynégétique soit mise en avant comme l'un des ressorts du développement local, surtout avec la remise en cause croissante de la légitimité des pratiques et la baisse tendancielle à la diminution des effectifs de chasseurs (Havet, 2007).

Ce numéro double comprend onze contributions, dont la compilation donne une idée très précise de l'état des connaissances et des débats actuels sur la gestion des enjeux cynégétiques dans une perspective de développement durable.

- Assumant sa posture de micro-économiste, **Philippe Le Goffe** se base sur les acquis de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles pour proposer une gestion optimale des ressources cynégétiques. Son analyse et sa mise en perspective des politiques actuelles (en regard des principes d'internalisation des effets externes (du type pollueur-payeur) et d'introduction de mécanismes incitatifs) ne manqueront pas d'interroger les décideurs publics...

- Dans le deuxième article **Dominique Vollet** propose un cadre d'analyse global de la contribution de la chasse au développement territorial à partir de deux cadres de théorie économique rarement mobilisés simultanément : la théorie de la base économique et celle de la ressource territoriale. Ils permettent de rendre compte des facteurs à prendre en compte pour reterritorialiser les activités de chasse au profit d'un développement territorial plus durable.

- C'est à partir de son regard de sociologue que **Ludovic Ginelli** renouvelle la façon dont se situe la chasse durable par rapport au processus d'écologisation des pratiques. Pour lui, le succès de cette notion est moins dû à une écologisation accrue qu'à une capacité à articuler des référentiels jusque-là dispersés ou controversés. Elle permet aussi une certaine forme de reprise en main des élites de la chasse française, confrontées un temps à la montée du mouvement *Chasse, Pêche, Nature et Traditions*. Ce relatif succès pourra-t-il se maintenir face à une opinion française, certes moins défavorable à la chasse mais aussi plus sensible au bien-être animal ?

- Au travers de la mise en place des Orientations régionales de gestion de la faune sauvage et des habitats (ORGFH), **Agnès Fortier** et **Pierre Alphandéry** rendent compte du caractère non linéaire de l'écologisation des pratiques, dégageant ainsi les points d'attention à la mise en place des trames vertes et bleues instituées lors du Grenelle de l'environnement. Les auteurs nous révèlent ainsi les difficultés à mobiliser et faire dialoguer agriculteurs, forestiers, élus, chasseurs et naturalistes.

- **François Saldaqui** porte justement la focale sur l'estimation de populations de grand gibier à l'origine de malentendus, de controverses, voire de conflits entre acteurs en montrant l'importance de la présence d'experts locaux capables d'objectiver les termes du débat. À partir de son expérience dans trois départements du Sud-Ouest, il montre dans quelle mesure les guides de chasse de l'ONF peuvent jouer ce rôle d'experts locaux en vue de concilier production forestière, prévention des dégâts et exploitation du potentiel cynégétique.

- **Coralie Mounet** examine également les conflits autour du sanglier. Elle met en évidence les recompositions sociales comme les bouleversements entre liens spatiaux liant agriculteurs et chasseurs à partir de plusieurs terrains du département de l'Isère. « Suscrophiles » et « suscrophobes » dessinent ainsi les contours de nouvelles territorialités, leurs arrangements locaux mettant ainsi en évidence les déclinaisons locales de la notion de chasse durable.

- Conscients de l'intérêt de fournir aux experts locaux un ordre d'idée de la valeur économique de la chasse au grand gibier, **Hanitra Rakotoarison et Patrick Point** font appel à une démarche de méta-analyse pour estimer le bénéfice net en région Aquitaine. Cette application très originale donne l'occasion aux auteurs de proposer quelques pistes d'actions à mener pour gérer de façon durable cette ressource naturelle.

Les enjeux économiques et sociologiques étant clairement posés, le lecteur sera en mesure de tirer des apports du droit et de l'économie du droit proposés respectivement par Alix Domas-Descos d'une part, puis par Laurent Carnis et François Facchini, d'autre part.

- **Alix Domas-Descos** décortique les bases juridiques à l'œuvre dans l'exercice des droits de propriété et de chasse. Leurs rapports, parfois apaisés, souvent tumultueux, se traduisent en conflits d'usage mais aussi suscitent des interférences avec d'autres réglementations (notamment en ce qui concerne les mécanismes d'indemnisation des dégâts de gibier).

- Pour **Laurent Carnis et François Facchini**, la croissance des dépenses d'indemnisation s'explique certes par les facteurs traditionnellement mis en avant (tableaux de chasse, nombre de chasseurs, évolutions du prix des biens agricoles) mais surtout par le coût des prélèvements et la mise en œuvre d'une règle de responsabilité sociale. Les auteurs proposent une analyse de ce qu'ils appellent « le paradoxe du cadre juridique actuel » et esquissent même des pistes de réflexion sur les sujets, pour l'instant très peu traités, voire tabous, des conséquences juridiques de l'émergence d'une nouvelle catégorie de chasseurs professionnels.

- Enfin, ce numéro se termine par une analyse du rapport homme/animal exploré dans deux perspectives très différentes par **Colette Méchin** puis par **Christophe Baticle**. Tandis que la première analyse les problèmes sociétaux consécutifs aux pratiques en matière de reproduction d'espèces réintroduites (ours, lynx) à partir d'une perspective anthropologique initiée par André Micoud (celle du « sauvage réinventé ») (Micoud, 1993), le second montre de quelle façon la prédilection pour une forme de chasse est autant liée aux contextes locaux qu'à l'appartenance sociale ou le parcours des adeptes à partir du département de la Somme.

* *
*

Qu'il me soit permis de remercier les auteurs des articles regroupés dans ce numéro. Selon les procédures éditoriales que demande ce type de numéro, ils ont bien voulu se soumettre à l'exigence d'une réécriture de leur contribution sous forme d'article. Exigence due également à la communauté scientifique de nos *referees* sollicités pour avis. Qu'ils en soient remerciés aussi. Pour les auteurs comme pour *Économie rurale*, leur expertise apporte ce qui est essentiel à nos lecteurs : crédibilité et ouverture pluridisciplinaire. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Conseil d'Analyse Économique (2010). *Créativité et innovation dans les territoires*. Rapport de Godet M., Durance P., Mousli M., La Documentation française.
- Dalla Bernardina S. (2009). Le gibier de l'apocalypse Chasse et théorie du complot. *Ethnologie française*, n° 39, p. 89-99.
- Havet P. (2007). *Nature, chasse et société, La chasse en quête de sens*, vol. 2. Paris, L'Harmattan.
- Horan R., Bulte E. (2004). Optimal and open access harvesting of multiuse species in a second best world. *Environmental and Resource Economics*, vol. 28, n° 3, p. 251-272.
- Mac Cann L., Colby B., Easter K., Kasterine A., Kuperan K (2005). Transaction Cost Measurement for Evaluationg Environmental policies. *Ecological Economies*, vol. 52 p. 527-542.
- Micoud A. (1993). Vers un nouvel animal sauvage ; le sauvage naturalisé vivant. *Nature, Sciences et Sociétés*, vol. 1, n° 3, p. 202-210.
- Mischi J. (2008). Les militants ouvriers de la chasse, Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires. *Politix*, vol. 83, n° 3, p. 105-131.
- Muller P. (2005). L'analyse politique de l'action publique. Confrontation des approches, des concepts et des méthodes. *Revue Française de Science Politique*, vol. 55, n° 1, p. 5-6.
- Poinsot Y. (2008). Les enjeux géographiques d'une gestion durable de la faune sauvage en France. *Annales de géographie*, n° 663, p. 26-47.
- Privat C. (2007). Vers un nouveau partage du milieu naturel ? Réflexions sur les conséquences liées à la remise en cause des associations communales de chasse agréées. *Revue Française de droit administratif*, p. 354.